

Paris12

Atelier Populaire Economique et Social d'Attac Paris 12ème

## **Les Banques, l'Europe et Nous**



Les banques sont de nouveau florissantes mais les PME et les citoyens ont toujours autant de mal à obtenir des crédits . Ou est passée la banque traditionnelle au service du déposant? Quels sont les rôles particuliers de la BCE, du FMI, du « Fond de Solidarité Européenne face aux attaques des marchés contre les économies nationales ?

**mardi 22 mars 2011**

Café associatif de La Commune

3 rue d'Aligre

75012 Paris

Présentation : Claude Layalle

## Table des matières

1	Les banques, acteurs de la crise financière .....	2
1.1	Un sauvetage obligé .....	2
1.2	Les banques, service public et acteurs financiers : Un mélange insoutenable.....	2
1.3	Dure pour les pauvres, tendre pour les riches .....	3
1.4	La crise est pour tout le monde .....	3
2	L'UE, ses banques centrales et ses monnaies.....	3
3	Le fond Européen de stabilisation financière.....	4
4	Le FMI, providence des états en difficulté.....	5
5	La gouvernance économique européenne .....	6
6	Pendant ce temps dans le monde.....	7

## 1 Les banques, acteurs de la crise financière

### 1.1 Un sauvetage obligé

Il a fallu sauver les banques pour éviter l'effondrement brutal de l'économie, l'explosion du chômage et de la misère. Le chômage a augmenté quand même, mais la récession ne s'est pas transformée en dépression et le pire a sans doute été évité à ce moment. En addition au coût du sauvetage des banques, la crise provoquée par la finance en folie aura coûté de 7 à 10% de la richesse créée en Europe.

A tout le moins, elle aura démontré aux opinions publiques que le crédit et la monnaie sont des biens publics à ne pas laisser entre les mains d'acteurs économiques privés parfaitement irresponsables.

Reste à en persuader les acteurs politiques acquis aux thèses libérales et c'est à quoi Attac veut se consacrer avec l'aide du plus grand nombre possible de citoyens, persuadés que le système bancaire doit être socialisé, c'est à dire sous contrôle citoyen.

### 1.2 Les banques, service public et acteurs financiers : Un mélange insoutenable.

Les autorités publiques sont intervenues massivement pour éviter un effondrement global du système bancaire : nous verrons comment, mais le contribuable n'a pas eu en retour de la part des banques l'expression de la reconnaissance à laquelle il aurait pu s'attendre : C'est que les banques ont le rôle parfaitement ambigu de recevoir en dépôt nos économies, de moduler et réguler la circulation monétaire, mais aussi, en tant que banques privées appartenant aux principaux opérateurs des marchés financiers d'intervenir elles-mêmes dans les opérations de la spéculation financière, avec la garantie et parfois même l'utilisation de l'argent de leurs déposants. Les groupes bancaires français sont parmi les plus actifs dans le marigot de la finance. Il n'est pas vraiment étonnant, alors que les PME ont toujours autant de mal pour obtenir des financements nécessaires à leur survie qu'une banque comme la Société Générale annonce pour 2010 des bénéfices six fois supérieurs à ceux de 2009.

Depuis la fin des années 1990, il n'existe pas vraiment de frontières entre les deux activités de banque d'affaire et de banque de dépôt, qui se pratiquent dans des filiales voisines voire dans le même établissement bancaire : La confusion des structures appelle naturellement la confusion des

comportements dans un conflit d'intérêts permanent entre l'actionnaire propriétaire et le citoyen client.

### **1.3 Dure pour les pauvres, tendre pour les riches**

La crise des subprimes aux USA a constitué un cas d'école dans la course au profit des banques s'appuyant sur la pauvreté, mais il n'y a pas qu'outre-atlantique que les banquiers font du profit sur la misère : Selon l'UFC « que choisir », avec une augmentation de 28% en 5 ans, les banques ont concentré les augmentations tarifaires sur les incidents de paiement et donc sur les usagers des services bancaires les plus fragiles. Le moindre découvert coûte une fortune en agios et on ne parle même pas des « credits revolving » aux taux d'intérêt quasi ou nettement usuraires dont les vecteurs (Cetelem, Cofinoga, Sofinco, Finaref, etc...) appartiennent tous à une banque ou à une autre et alimentent la spirale du surendettement.

L'inégalité concerne aussi le financement des entreprises : Le coût d'emprunt pour les PME de la plupart des pays européens est d'un ou deux points supérieur à celui des grandes entreprises.

### **1.4 La crise est pour tout le monde**

Le système bancaire s'inscrit dans le cadre du système monétaire international résultant de l'accord de la Havane, en 1976, après que les USA ait torpillé les accords précédents de Bretton Woods. Dans ce système, les monnaies s'échangent suivant la loi de l'offre et de la demande et les banques centrales désormais indépendantes des états sont supposées contrôler ce marché en même temps qu'elles encadrent le fonctionnement des banques de second niveau que nous fréquentons : Un contrôle tout théorique à voir comment la crise financière s'est propagée à tout le système.

## **2 L'UE, ses banques centrales et ses monnaies**

Depuis le traité de Maastricht l'Union Européenne fonctionne sur la base de L'euro monnaie commune, mais certains pays ont conservé leur monnaie nationale :

10 pays ne sont pas entrés dans la zone euro, soit parce qu'ils ne le souhaitaient pas <sup>1</sup> soit parce qu'ils ne satisfaisaient pas aux **critères** requis pour y entrer.

Ces critères étaient et sont toujours théoriquement une inflation faible (< 2%), un déficit budgétaire limité (<3% du PIB) et une dette publique plafonnée à 60% du PIB.

**Notons en passant qu'actuellement la plupart des états de la zone Euro ne satisfont pas à ces critères .**

Quoi qu'il en soit, les banques centrales nationales de la zone Euro sont désormais des annexes de la **BCE** , les autres sont organisées dans le cadre du SEBC<sup>2</sup> pour ce qui concerne les pays hors zone euro.

La parité de l'Euro par rapport aux anciennes monnaies de la zone euro est fixe et irrévocable. Sa parité avec chacune des monnaies hors zone euro s'articule autour d'une valeur pivot qui peut varier de +/- 15%<sup>3</sup>. C'est ce qui reste du principe du Système Monétaire Européen en vigueur auparavant.

Dans et hors de la zone Euro, le système des banques centrales piloté par la BCE a pour rôle – en dehors de la gestion opérationnelle des réserves de change – de faciliter la circulation monétaire pour injecter de la masse monétaire là où il y en aurait trop peu – et d'éviter au système la surchauffe et l'inflation – par la manipulation du taux d'intérêts directeur.

La BCE est aussi autorisée à prêter aux banques commerciales à un taux très proche du taux

---

1 comme l'UK la Suède ou le Danemark

2 Système Européen des Banques Centrales coordonnant la BCE et les BC hors euro.

3 Marge possible de dévaluation ou réévaluation

directeur mais surtout pas aux états et aux administrations.

#### **Article 104 du Traité de Maastricht:**

"Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédits aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite."

En fait, face à l'énormité de la crise, la BCE a dérogé à ce principes pour « calmer les marchés » en rachetant en 2010 de la dette souveraine des états les plus touchés, pour la mettre à l'abri de la spéculation, mais d'après les experts c'est resté très limité et à titre transitoire.

Depuis Mai 2010, la BCE aurait tout de même racheté 75 milliards d'obligations d'états contre l'avis de certains états membres dont l'Allemagne. Pour éviter de gonfler la masse monétaire, la BCE a « stérilisé ces achats » c'est à dire qu'elle a diminué d'autant les prêts aux banques commerciales : Une façon comme une autre, que les commentateurs ont peu soulignés, d'équilibrer son budget tout en soulageant la pression financière des marchés sur les états concernés

Le besoin n'étant pas près de disparaître vu l'évolution de la crise, et pour ne pas trop s'écarter au moins en apparence du traité de Lisbonne, les états membres de l'UE ont dû se tourner vers d'autres solutions ne mettant pas en cause, sinon à la marge, l'article 104 du traité de Maastricht.

C'est une proposition de compromis des gouvernements Allemand et Français qui a apporté la solution : Le FESF.

### **3 Le fond Européen de stabilisation financière**

Le principe est le suivant :

Chaque Etat s'est engagé à garantir une somme représentant 120% de sa quote-part au capital de la BCE, soit 111 milliards d'euros pour la France, au cas ou il faudrait apporter une aide conséquente à un ou plusieurs états mis en difficulté majeure. Bien entendu, il ne s'agit pas de déposer de l'argent de précaution dans le coffre d'une banque : Le FESF est une coquille vide tant qu'on n'a pas à s'en servir : C'est ce qui a permis au gouvernement français d'affirmer que ça ne coûterait pas un centime au contribuable. Il aurait pu ajouter : ...tant qu'on ne s'en sert pas.

Selon la terminologie financière, il s'agit d'un « special vehicle purpose » autrement dit un montage financier destiné à supporter une opération. Au cas ou son activation deviendrait nécessaire, chaque pays participant devrait y faire entrer sa contribution en apportant de l'argent qu'il n'a pas et qu'il devra obtenir en réalisant un emprunt supplémentaire ... auprès des marchés financiers.

En fait, a peine adopté ce dispositif a été sollicité : L'UE dans ce cadre a levé le 17 mars dernier 4,6 milliards d'Euros destinés au financement du plan d'aide à l'Irlande.

Notons que craignant ces mesures insuffisantes, les ministres des finances discutent actuellement (24 mars 2011) de l'éventualité d'augmenter le niveau de participation potentiel des états les mieux notés (dont la France) a priori moins dans le collimateur des attaques spéculatives..

#### Commentaire d'un blogueur :

*La Planche à billets répartie entre des euro-membres d'un groupe d'Etats démembré va surajouter la liquidité d'un fonds sans fonds pour stabiliser le manège tourbillonnant des flux financiers et en*

*chargeant la barque des capitaux empruntés à faire rembourser par les populations à taxer .*

Le montant plafond de la dépense autorisée, à répartir entre les différents pays membres est de 450 milliards d'euros : il n'est pas sur que cela suffise mais un autre bienfaiteur viendrait au secours de l'euro menacée. Il est venu participer à la dette de la Grèce et il est prêt à le refaire : c'est le FMI.

## **4 Le FMI, providence des états en difficulté**

Le FMI décrit par lui-même :

*Le Fonds monétaire international (FMI) a pour mission d'encourager la coopération monétaire internationale, de veiller à la stabilité financière, de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde. Créé en 1945, le FMI est gouverné par ses 187 États membres, auxquels il rend compte de son action, ce qui en fait une institution quasi-universelle.*

Le FMI dans la pratique a pour mission d'aider les pays endettés à acquérir une « bonne gouvernance » leur permettant de sortir de leur endettement. Les critères sur lesquels il conditionne ses aides sont ceux du « consensus de Washington » à base « d'ajustements structurels » combinant rigueur budgétaire, libéralisation des échanges, ouverture des frontières aux compagnies étrangères et privatisation des services publics.

Dans les années 80, les pays du tiers monde sont à un niveau d'endettement insupportable, contaminés par l'afflux de pétrodollars en quête d'utilisation que la banque mondiale, les banques régionales d'investissement et les banques privées leur ont distribué sans modération . Le FMI arrive à la rescousse pour leur sortir la tête de l'eau ...

*Le Ghana est un exemple parmi d'autres : considéré dans les années 70 comme un pays en voie de développement prometteur, il devra pour voir consolider sa dette par le FMI privatiser ses services publics de base, notamment l'eau et les assainissements et réorienter son agriculture vers des productions d'exportation comme le cacao avec pour résultat de devoir désormais importer pour ses besoins vivriers. La prise en main des mines d'or par les compagnies étrangères a amené des déplacements importants de populations locales et la pollution de l'extraction a stérilisé les champs alentours. Les rizières sont désormais en friche.*

*Au Ghana comme en Mozambique des manifestations contre la faim se sont développées dans les rues en 2008, quand la faillite du système financier mondial a conduit les spéculateurs à s'attaquer aux marchés de matières premières et de nourriture.*

En Avril 2010, bon gré mal gré les pays européens ont du « se cotiser » pour prêter des milliards d'euros à la Grèce, et le FMI a ajouté au pot 15 milliards d'euros supplémentaires : Ce n'était pas un chèque en blanc. Les conditions posées par le FMI ont été pratiquement identiques à celles réclamées dans les années 70-80 aux pays du tiers monde.

L'Irlande de son côté a reçu une aide similaire du FMI de l'ordre de 110 milliards d'Euros mais, la dette d'état irlandaise est localisée dans les banques que l'état a dû massivement nationaliser pour

leur éviter la faillite : c'est en réalité ces banques qui bénéficient de l'aide pour renflouer leurs liquidités.

Dans les mêmes conditions, le FMI sera associé au dispositif du FESF à hauteur de 250 milliards d'euros: « Au cas où la dotation du FESF devrait être augmentée et où les fonds du FMI se révéleraient insuffisante, les USA qui sont les principaux contributeurs du FMI seraient prêts à augmenter leur dotation ». nous révèle le journal boursier en ligne « boursier.com »

## 5 La gouvernance économique européenne

Les dévaluations compétitives à deux chiffres comme celle de 1958 sous de Gaulle ne sont plus possible avec l'euro dans un espace marchand soumis au projet « europe 2020 » imposées par les lobbies bruxellois, basées sur la concurrence générale, notamment fiscale et sociale .

L'arrivée de la crise et de ses conséquences sociales remettent en cause, au moins dans le discours, cette orientation qui, à vrai dire, convenait parfaitement aux multinationales dominantes et aux conglomérats financiers.

Les politiques européens et les milieux de Bruxelles parlent maintenant avec beaucoup de conviction de la nécessité d'une « gouvernance économique européenne », une façon de dire que les problèmes seraient plus facile à résoudre si les états réunis sous une autorité plus forte de Bruxelles cessaient de protéger, si peu que ce soit, leur pré-carré d'intérêts économiques et sociaux :

On pourrait alors mettre en œuvre les véritables plans d'austérité coordonnés réclamés par les marchés, et une politique fiscale et sociale plus conforme aux canons en vigueur outre-atlantique. En l'absence d'une opinion publique organisée dans l'Union et compte-tenu de la culture de droite libérale actuellement la plus répandue dans les milieux politiques, les oppositions à ce projet redoutable pour l'avenir social du continent européen est moins idéologique que pratique.

Notons qu'à l'occasion de la « défaillance » du Portugal dont le parlement vient de refuser la mise en œuvre d'un plan d'austérité destiné à éviter à ce pays de devoir réclamer l'aide de l'UE, le conseil (24/03/2011) vient de confirmer qe, bien sur, l'aide européenne serait acquise à ce pays, dans l'intérêt général, mais à des conditions devant lesquelles le plan d'austérité refusé pourrait paraître un moindre mal.

L'Europe est un espace économique relativement fermé et une grande partie des échanges de chaque état a tendance à se faire avec ses voisins dans le marché commun, matérialisé par la monnaie unique. Certains des états de l'UE s'en tirent mieux que d'autres , développant une balance commerciale positive ... au détriment de leurs voisins qui, n'ayant pas la maîtrise de la monnaie ni l'échappatoire de l'inflation et de la dévaluation n'ont d'autres choix que d'avoir recours à la dette, une dette non monétisée que les marchés financiers leurs fait payer d'autant plus cher qu'ils s'enfoncent dans l'endettement.

Les spéculateurs , interdits de spéculation sur les monnaies européennes devenues unique s'en donnent à cœur joie sur l'argent dette que les mêmes états doivent bien aller chercher à l'extérieur faute de pouvoir en trouver dans l'UE, d'où la nécessité de tous les dispositifs dont nous venons de parler.

Aucun pays n'est réellement à l'abri du danger que cette toute puissance irresponsable des marchés monétaires fait peser sur les économies : Ceux qui sont en situation de sur-endettement aigu ou dont l'économie est gravement touchée par la crise (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne ...) le subissent déjà mais les « bien notés » comme la France ne sont pas à l'abri et en perspective il y a l'avenir de l'Euro dont l'éclatement, quoi qu'on pense de sa pertinence, apporterait un véritable cataclysme monétaire, frappant notamment les plus faibles, si cette disparition résultait d'un « accident » spéculatif.

Ce sujet de la coordination européenne mériterait qu'on y passe plus de temps car, d'une façon ou d'une autre, il s'inscrit désormais dans les perspectives d'évolution de l'UE : Il sera sans doute nécessaire d'y consacrer un peu plus tard un atelier complet pour éclairer notre opinion de citoyen.

En attendant : Mention faite d'un rapport d'information du sénat en date du 19 octobre 2010 sur le web à l'adresse <http://www.senat.fr/rap/r10-049/r10-049.html> par Pierre Bernard Reymond sénateur des hautes Alpes (UMP) et Richard Yung, sénateur des français de l'étranger (PS).

Ce rapport, « à lire avec une méfiance attentive » permet néanmoins de mesurer les enjeux loin d'être négligeables.

## 6 Pendant ce temps dans le monde

Ne chargeons pas la barque, notre sujet du jour c'est l'Europe les banques et nous, mais nous aurions pu élargir notre cercle d'analyse sans en changer vraiment le contenu. Le cancer de la finance s'est étendu partout et c'est la circulation monétaire, organisée par les banques au service de la finance qui règle nos destins et le fera si nous ne trouvons pas le moyen de modifier ce rapport de forces.

### Une preuve ?

Le Japon traverse une période terrible séisme tsunami et nucléaire avec des milliers de morts des dangers terribles et une économie déjà malade avant de la dette.

Le yen a atteint son plus haut niveau face au billet vert depuis la Seconde guerre mondiale, dopé par des achats très importants mercredi en fin de journée à New York puis jeudi matin en Asie.

*Le gouvernement japonais a accusé jeudi les spéculateurs de provoquer une flambée historique du yen, qui risque d'aggraver les difficultés des firmes exportatrices nippones déjà éprouvées par les conséquences du séisme.*